

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025



SOMMAIRE

⇒ CONTEXTE

- ◆ Projet de loi de finances 2025 concernant les collectivités territoriales _____ 4

⇒ ANALYSE RÉTROSPECTIVE ET PERSPECTIVE PAR SERVICE / COMPÉTENCE:

- ◆ Collecte et traitement des déchets _____ 6
- ◆ Taxe d'enlèvement des ordures ménagères _____ 7
- ◆ Petite enfance : crèche et relais petite enfance _____ 8
- ◆ Développement économique (budgets annexes) _____ 9
- ◆ Aire d'accueil gens du voyage _____ 11
- ◆ Tourisme _____ 12
- ◆ G.E.M.A.P.I. _____ 13
- ◆ S.A.G.E. _____ 14
- ◆ Fiscalité _____ 15
- ◆ FPIC _____ 16 et 17
- ◆ La dette consolidée _____ 18
- ◆ Les investissements _____ 19 et 20
- ◆ Le personnel _____ 21 à 25

CONTEXTE

Chaque année, un débat sur les orientations budgétaires est inscrit à l'ordre du jour du Conseil Communautaire dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif et doit s'appuyer sur un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) .

La loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015 a modifié les modalités de présentation du débat d'orientations budgétaires. Ainsi, à l'article L 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est précisé que le Président doit présenter au Conseil Communautaire un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette. En outre, pour les établissements publics de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Par conséquent, depuis 10 ans maintenant :

- ◆ La présentation d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB) est désormais obligatoire.
- ◆ Ces informations doivent désormais faire l'objet d'une publication.
- ◆ Enfin, la présentation de ce rapport par l'exécutif doit donner lieu à débat, dont il sera pris acte par une délibération spécifique.

En outre, le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 prévoit qu'il doit comporter les informations suivantes:

- 1° les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement.
- 2° la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- 3° des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de la dette qui vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Enfin, l'article 191 de la LdF 2024 stipule que « *Le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants qui appliquent le régime budgétaire et comptable prévu aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217- 12-5 du CGCT, comporte un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique ».*

Désormais, dans les Communautés de Communes comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le débat d'orientation budgétaire doit être **tenu dans les 10 semaines précédant le vote du budget** pour celles ayant opté pour le référentiel M57. Le projet de budget primitif doit être **présenté aux membres du conseil 12 jours avant la première réunion** consacrée à son examen pour les collectivités ayant opté pour le référentiel M57.

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2025 CONCERNANT LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le projet de loi de finances pour 2025 n'a pu être adopté en raison de la démission du Gouvernement à la suite de la motion de censure votée début décembre 2024.

Une loi de finances spéciale a été votée puis publiée au journal officiel le 21 décembre 2024.

Cette loi spéciale contenait 4 articles:

- ◆ **Article 1:** autorisation de percevoir les impôts, dont les impôts locaux, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances 2025.
- ◆ **Article 2:** inscription explicite dans la loi des prélèvements sur les recettes de l'Etat à destination des collectivités territoriales, selon les montants votés en 2024.
- ◆ **Article 3:** autorisation d'emprunt de l'Etat (pour 2025 uniquement)
- ◆ **Article 4:** autorisation d'emprunt de plusieurs organismes de sécurité sociale, en particulier l'Agence centrale des organismes de sécurité sociales et la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

◆ Février 2025: présentation d'un nouveau projet de loi de finances (PLF)

Gel des fractions de TVA

Le PLF 2025 prévoyait de nombreux impacts négatifs sur le montant du FCTVA. Il est fort possible que celui-ci soit recentré sur les seules dépenses d'investissement. De prime abord, la rétroactivité pour les communes percevant leur FCTVA en année N+1 ou N+2 devrait être abandonnée.

L'article 251 de la loi de finances n° 2020-1721 pour 2021 a instauré l'automatisation progressive de la gestion du FCTVA. Cette dernière s'applique aux dépenses payées à compter du 1er janvier 2021.

Réforme du Fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

La première version du PLF reposait sur une réduction du taux de FCTVA de 16,404%, à 14,85% à partir du 1er janvier 2025, et limitait le FCTVA aux seules dépenses d'investissement.

Fonds vert maintenu : Le fonds vert 2025 devrait être en baisse. Il était annoncé à 1 Md€ d'engagement pour 2025 alors qu'il était de 2,5 Md€ en 2024 mais par rapport à la proposition « Barnier », le nouveau texte prévoit un abondement de 150 M€ et la création d'un Fonds Territorial climat de 200 millions d'euros. Tant que la nouvelle loi de finances n'aura pas été votée, les nouvelles dotations sont suspendues au vote de celle-ci. Vous pourrez bénéficier du fonds vert pour les dépenses déjà engagées.

Le montant de la subvention est déterminé pour chaque opération en tenant compte du gain écologique du projet, de la capacité de financement des collectivités locales ainsi que la situation socio-économique du département.

Orientations 2025:

Face au contexte national incertain, et pour la préservation des intérêts de la Communauté de Communes, les objectifs pour l'élaboration du budget primitif 2025 demeurent donc identiques à 2024 :

- ⇒ **Maîtriser et optimiser les dépenses de fonctionnement,**
- ⇒ **Maîtriser le déficit d'exploitation de la petite enfance et maintenir l'excédent du service des ordures ménagères., nos deux principaux services**
- ⇒ **Ne pas augmenter les taux de fiscalité cette année,**
- ⇒ **Absorber les hausses des dépenses liées à l'inflation.**
- ⇒ **Poursuivre le travail sur le projet intercommunal.**

ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE

DES SERVICES / COMPETENCES COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

| | RETROSPECTIVE | | | | | | | | | | PERSPECTIVE |
|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| cot sdeda | | | | | | | 17 136 € | 17 097 € | 17 026 € | 16 811€ | 16 675 € |
| personnel | | | | | | | 142 770 € | 151 764 € | 175 262 € | 178 809 € | 200 000 € |
| charges générales | 1 914 938 € | 1 840 366 € | 1 794 319 € | 1 851 541 € | 1 907 087 € | 1 949 394 € | 29 232 € | 82 198 € | 71 780 € | 38 548 € | 70 000 € |
| marchés SDEDA+++ | | | | | | | 1 900 231 € | 2 170 573 € | 2 463 099 € | 2 387 517 € | 2 626 341 € |
| TOTAL DEPENSES | 1 914 938 € | 1 840 366 € | 1 794 319 € | 1 851 541 € | 1 907 087 € | 1 949 394 € | 2 089 369 € | 2 421 632 € | 2 727 167 € | 2 621 685 € | 2 913 016 € |
| TEOM | 1 205 914 € | 1 445 788 € | 1 758 097 € | 1 839 422 € | 1 887 600 € | 1 981 858 € | 1 987 195 € | 2 067 596 € | 2 297 301 € | 2 559 504€ | 2 603 016 € |
| rachat SDEDA +++ | 202 125 € | 227 517 € | 330 567 € | 330 278 € | 330 000 € | 244 327 € | 239 883 € | 342 812 € | 210 686 € | 387 816 € | 300 000 € |
| SMETOM | | | | | | | 16 393 € | 11 854 € | 10 692 € | 4 822 € | 10 000 € |
| TOTAL RECETTES | 1 408 039 € | 1 673 305 € | 2 088 664 € | 2 169 700 € | 2 217 600 € | 2 226 185 € | 2 243 471 € | 2 422 262 € | 2 518 679 € | 2 952 142 € | 2 913 016 € |
| RESULTAT | -506 899 € | -167 061 € | 294 345 € | 318 159 € | 310 513 € | 276 791 € | 154 102 € | 630 € | -208 488 € | +330 457 € | 0 € |

- ◆ Les déficits de 2015 à 2016 ont pu s'estomper grâce au mécanisme de lissage des taux de TEOM qui a permis d'obtenir un même taux pour toutes les communes à service égal.
- ◆ En 2017, fin du lissage, le taux est stabilisé pour toutes les communes. Il a pu être dégagé un excédent qui cependant tend à diminuer chaque année.
- ◆ En 2021, la mise en place de la comptabilité analytique plus développée intègre les charges de personnel dans les dépenses. Cela diminue l'excédent global de fonctionnement qui reste cependant positif.
- ◆ En 2021: augmentation du taux de la Taxe sur les Activités Polluantes. En contrepartie, cette augmentation a été en partie compensée par la baisse de la TVA à 5,5 % (au lieu de 10 %) sur la collecte et le traitement des déchets issus du tri.

Cependant en 2022, l'augmentation du coût des matières premières et du carburant est venue grever le montant des charges courantes. A noter en 2022 : achat de composteurs minoré des produits de vente (coût net environ 32 590 €), communication plus intense avec l'extension de consignes de tri, des travaux d'entretien au niveau des déchèteries pour plus de 5 200 € (plancher déchèterie Pont sur Seine, renfort pont métallique de déchèterie de Traînel), achat de télécommandes pour la sécurité des déchèteries (1 800 €)....

- ◆ En 2023: déficit de 208 488 € malgré augmentation des taux de la TEOM. Augmentation des dépenses (=opération composteurs, 13 mois payés pour 2 fournisseurs, baisse des rachats matière plastique et papier), l'augmentation des charges est dûe également au changement d'exutoire (de St Aubin à Troyes).
- ◆ En 2024: Excédent de 330 457 € en partie due à augmentation des taux de TEOM (+ 150 000 € de produit), baisse des charges générales (pas d'achat de composteurs), rattrapage recettes rachat matière.
- ◆ **Orientation 2025: remplacement d'un agent en longue maladie (+ 30 000 €), nouvelle opération composteurs (+ 30 000 €), prévision d'une augmentation de 5 % des prestations de service.**

LA TEOM

TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES

de 2021 à 2022 revalorisation des bases de
3,4 %

de 2022 à 2023 revalorisation des bases de
7.1 %

de 2023 à 2024 revalorisation des bases de
3.9 %

de 2024 à 2025 revalorisation des bases de
1.7 %

| ZONES | | TAUX IDENTIQUES DEPUIS 2017 | | | | PRODUITS | | | | | |
|--------------|---------------------------|--|----------------------|----------------|--------|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | col- lecte dé- chets verts | 2ème pas- sage | taux unifié | total | taux 2024 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | estimation 2025 |
| 1 | BARBUISE | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 45 104 € | 46 532 € | 51 954 € | 57 736 € | 58 718 € |
| 2 | BOUY-SUR-ORVIN | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 6 525 € | 6 925 € | 7 836 € | 8 452 € | 8 596 € |
| 3 | COURCEROY | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 16 363 € | 17 210 € | 17 306 € | 19 785 € | 20 121 € |
| 4 | FERREUX-QUINCEY | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 40 382 € | 42 437 € | 47 692 € | 52 974 € | 53 875 € |
| 5 | FONTAINE-MACON | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 63 940 € | 66 964 € | 75 769 € | 84 403 € | 85 838 € |
| 6 | FONTENAY-DE-BOSSERY | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 8 062 € | 8 358 € | 9 413 € | 10 207€ | 10 381 € |
| 7 | GUMERY | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 26 451 € | 27 666 € | 31 217 € | 34 665 € | 35 254 € |
| 8 | LA LOUPTIERE-THENARD | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 30 663 € | 31 944 € | 35 803 € | 39 749 € | 40 425 € |
| 9 | LA MOTTE-TILLY | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 44 245 € | 46 309 € | 51 429 € | 60 413 € | 61 440 € |
| 10 | LA SAULSOTTE | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 63 378 € | 65 873 € | 73 990 € | 82 580 € | 83 984 € |
| 11 | LA VILLENEUVE AU CHATELOT | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 14 193 € | 14 747 € | 16 470 € | 18 201 € | 18 510 € |
| 12 | LE MERIOT | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 59 954 € | 63 077 € | 70 733 € | 80 231 € | 81 595 € |
| 13 | MONTPOTHIER | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 36 941 € | 38 182 € | 42 914 € | 47 660 € | 48 470 € |
| 14 | NOGENT-SUR-SEINE | 1,00% | | 15,85% | 16,85% | 18.72% | 407 182 € | 421 026 € | 459 243 € | 513 511 € | 522 241 € |
| 15 | PERIGNY-LA-ROSE | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 14 717 € | 15 335 € | 17 243 € | 19 301 € | 19 629 € |
| 16 | PLESSIS-BARBUISE | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 22 669 € | 24 277 € | 27 385 € | 30 388 € | 30 905 € |
| 17 | PONT-SUR-SEINE | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 116 586 € | 121 158 € | 135 190 € | 149 535 € | 152 077 € |
| 18 | SAINT-NICOLAS-LA-CHAPELLE | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 9 645 € | 9 972 € | 11 153 € | 12 141 € | 12 347 € |
| 19 | SOLIGNY-LES-ETANGS | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 25 022 € | 26 732 € | 30 066 € | 34 956 € | 35 550 € |
| 20 | TRAINEL | | | 15,85% | 15,85% | 17.61% | 110 653 € | 115 393 € | 129 486 € | 143 141 € | 145 574 € |
| 21 | VILLENAUXE-LA-GRANDE | 2,00% | | 15,85% | 17,85% | 19.83% | 272 732 € | 283 971 € | 316 072 € | 349 505 € | 355 447 € |
| 22 | NOGENT (service rendu) | 1,00% | 4,00% | 15,85% | 20,85% | 23.17% | 501 900 € | 519 961 € | 580 216 € | 644 116 € | 655 066 € |
| 23 | MARNAY-SUR-SEINE | | | | 11,89% | 13.21% | 22 096 € | 23 755 € | 26 530 € | 29 765 € | 30 271 € |
| 24 | SAINT-AUBIN | | | | 7,93% | 8,81% | 27 792 € | 28 746 € | 32 191 € | 36 089 € | 36 703 € |
| TOTAL | | | | | | | 1 987 195 € | 2 066 550 € | 2 297 301 € | 2 559 504 € | 2 603 016 € |

2023: augmentation des taux pour avoir un produit attendu supplémentaire de 100 000 €, en 2024 : augmentation des taux pour avoir un produit attendu supplémentaire de 150 000 €. Compte tenu du résultat 2024 **il ne sera pas nécessaire d'augmenter les taux en 2025**

ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE DES SERVICES / COMPETENCES

PETITE ENFANCE: CRÈCHE ET RELAIS PETITE ENFANCE

| | RETROSPECTIVE | | | | | | | | | | PERSPECTIVE |
|-----------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| DEPENSES | 608 934 € | 601 929 € | 602 551 € | 684 465 € | 705 000 € | 612 279 € | 657 828 € | 702 427 € | 687 073 € | 717 615 € | 750 000 € |
| REC part° CAF | 418 678 € | 484 125 € | 463 855 € | 428 213 € | 450 000 € | 537 114 € | 430 871 € | 544 605 € | 457 905 € | 482 774 € | 480 000 € |
| REC part° parents | 96 075 € | 82 516 € | 84 276 € | 99 972 € | 99 838 € | 86 399 € | 97 182 € | 99 375 € | 88 814 € | 99 930 € | 100 000 € |
| total recettes | 514 753 € | 566 641 € | 548 131 € | 528 185 € | 549 838 € | 623 513 € | 528 053 € | 643 980 € | 546 719 € | 582 704 € | 580 000 € |
| RESULTAT | -94 181 € | -35 288 € | -54 420 € | -156 280 € | -155 162 € | 11 234 € | -129 775 € | - 58 447 € | -140 354 € | -134 911 € | - 170 000 € |



Dans les dépenses n'est pas comptabilisé le remboursement de la dette qui représente plus de 67 800 € (intérêts et capital).

Bilan 2024: rattrapage de versements de la CAF par rapport à 2023, baisse de l'atténuation des charges (moins de contrats aidés, baisse de près de 50 % d'aides), augmentation des dépenses de fonctionnement (+ 4.4 %).

Quelques chiffres sur 2024 :

- **107** enfants accueillis **61.68 %** de Nogent et **38.82 %** des autres communes
- pourcentage porteur de handicap : **4 %** (4 enfants sur 107)
- taux de remplissage de **69 %** inférieur à l'objectif des 75 %
- **RPE:** 71 assistantes maternelles recensées (+ 4 avec agrément en sommeil), 24 assistantes maternelles et 104 enfants ont fréquenté le RPE en 2024 sur Nogent ou en itinérance (Pont-sur-Seine, Traînel et Villenauxe-la-Grande). 3 séances d'analyse de pratique ont eu lieu regroupant 10 assistantes maternelles. Une formation « recyclage secourisme » a été organisée pour 5 assistantes maternelles. Plusieurs animations et ateliers ont été organisés avec différents partenaires (musée Camille Claudel, bibliothèque, carnaval, chasse aux œufs..) le Relais Petite Enfance est en plein regain dynamique.

Pour 2025 un déficit attendu de **-170 000 €** en tenant compte de l'inflation et d'autres diverses dépenses.

2025

- ⇒ Recrutement d'une EJE à temps complet depuis novembre 2024, revalorisation salariale de 100 € net par agent pour la crèche.
- ⇒ Renouvellement de la vaisselle en matière inox suite à nouvelle réglementation, remplacement de l'ordinateur de la directrice de la crèche, installation de détecteurs de Co2 suite à recommandation de la PMI.
- ⇒ Sorties à la ferme pédagogique de Romilly organisées par le RPE...

ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE DES SERVICES / COMPETENCES

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Suite à la prise de la compétence « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » au 1^{er} janvier 2017, compétence issue de la loi NOTRÉ ; 3 budgets annexes ont été créés en 2017 : un pour les Zones d'Activité Economique (ZAE) et deux autres concernant la zone Gratte Grue de Pont sur Seine (bâtiment et aménagement).

BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITÉS ECONOMIQUES:

Ce budget annexe enregistre **les stocks** de terrains et ventes pour les zones Fontaine Baron et Pièce de l'Orme situées à Nogent sur Seine. Ce budget doit être à l'équilibre à la fin des opérations.

ZAE FONTAINE BARON à Nogent-sur-Seine

Fin 2017, début 2018 un terrain de 3 000 m² a été vendu à la SCI 2A (garage HOECKMAN) pour un total de 36 000 € HT.

2019 un terrain de 14 373 m² a été vendu à la SCI A2M (ex Mithieux) pour 201 509 € HT

2021 les trois derniers terrains de 5 025 m², 5 500 m² et 4 052 m² ont fait l'objet d'une promesse de vente au profit des sociétés SCI SMV, BDC et YASA .

2022: seule la vente à YASA a été finalisée pour un total de 56 809 € HT.

2023: vente à la société SMV d'une parcelle pour un total de 70 450 € HT.

2024: Le Conseil Communautaire, lors de sa séance du 9 juillet 2024, réactualise le tarif de vente du terrain au m² compte tenu de la conjoncture actuelle. Désormais le m² dans la ZAE Fontaine Baron est fixé à 20 € HT.

La société SMV revend la parcelle que la CCN lui a vendu à un prix supérieur au prix d'achat. Lors de sa séance du 1er octobre 2024 le Conseil Communautaire renonce à une action en rescision pour lésion mais demande le versement d'une indemnité de 36 054 € TTC par la société SMV. (le versement a bien été enregistré dans la comptabilité 2024).

Au 1er janvier 2025 une parcelle de 5 500 m² est toujours en vente au prix de 110 000 € HT (plusieurs investisseurs sont intéressés).

ZAE PIECE DE L'ORME à Nogent-sur-Seine

2020 un terrain de 2 741 m² a été vendu à la SCI 9 ONE ONE pour 79 050 € HT, promesse de vente non signée à ce jour.

2022 le reste de cette zone soit 18 315 m² a été acquis par la société SCI ACM pour un total de 274 725 € HT.

2023: Néant **2024**: versement de 13 343 € HT pour la participation au transformateur à ACM.

Au 1^{er} janvier 2025 le terrain de 2 741m² n'est pas vendu mais reste une réserve foncière pour la Communauté de Communes du Nogentais.

ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE DES SERVICES / COMPETENCES

BUDGET ANNEXE GRATTE GRUE AMÉNAGEMENT:

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Ce budget concerne la zone d'activité de Pont-sur-Seine et relève de la **comptabilité de stock**.

Le 14 décembre 2021 le Conseil Communautaire a décidé de **finaliser le transfert de la ZA Pont-sur-Seine** qui avait été mis en attente et d'y intégrer deux parcelles ce qui porte la superficie de cette zone à **26 970 m²** pour une valeur totale de **299 637 €**.

Ce transfert a été concrétisé par la signature de l'acte notarié en mai 2022.

2024: lors de sa séance du 9 juillet, le Conseil Communautaire a fixé le tarif de vente des terrains ZAE Gratte Grue au prix de **15 € HT/m²**.

2025: les terrains sont disponibles à la vente..

BUDGET ANNEXE GRATTE GRUE BÂTIMENTS:

Depuis 2015 ce budget intègre les dépenses et recettes destinées à l'activité de la **société PSI** à Pont-sur-Seine, reprise par la **société TONNA ACCESS** en 2018 et reprise, selon décision du Tribunal de commerce de novembre 2021, par M. Alban VERGER pour le compte de la **société MGG**.

Un prêt de 3 650 000 € TTC a été contracté en 2011 pour une durée de 25 ans pour l'aménagement des bâtiments de gratte grue. Cet emprunt fait l'objet d'un crédit-bail avec un loyer mensuel de 16 800 € TTC.

Suite à la liquidation judiciaire de la société TONNA ACCESS prononcée le 4 mai 2021 et à la reprise au 04 novembre 2021 par la société MGG gérée par M. Alban VERGER, un nouveau contrat de crédit-bail doit être enregistré auprès d'un notaire.

Pour faciliter la reprise dans de bonnes conditions, le Conseil Communautaire, lors de sa séance du 14 décembre 2021, a accepté de différer la reprise du versement des loyers au 1^{er} janvier 2022 (fin le 31/03/2030). Il a été décidé également la prise en charge de la moitié des taxes foncières en 2022 et 2023. (environ 50 000 €)

2022: tous les loyers ont été perçus. L'écriture comptable de la subvention d'équilibre en provenance du budget principal a été effectuée en 2022 par un virement de **2 802 975.53 €**.

2023: tous les loyers ont été perçus. Un mandat de 813 340 € a été émis à la demande de la Trésorerie pour l'extinction de la créance de PSI suite au jugement du tribunal de commerce. (600 000 € avaient déjà été provisionnés et les 213 340 € avaient été prévus au budget 2023).

2024: La société MGG a sollicité la Trésorerie pour un échéancier de paiement, désormais cette société doit s'acquitter de la totalité des taxes foncières. (+ de 43 600 €).

Il a été provisionné 100 000 € en 2024 pour la créance de **Tonna ACCESS**, la dette totale s'élevant à 121 465.80 €. Le solde est à provisionner sur 2025 et la créance devra être éteinte suite au jugement du Tribunal de Commerce de Troyes prononçant la clôture de cette société pour insuffisance d'actif en date du 22 janvier 2025. Les 21 465.80 € sont à prévoir en crédits pour ce budget annexe 2025.

ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE DES SERVICES / COMPETENCES

AIRE ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

| | RETROSPECTIVE | | | | | | | | PERSPECTIVE | |
|--------------------------|---------------|-------------|----------|-------------|------------|----------|----------|-------------|-------------|-----------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| montant versé à la CCPRS | 11 618,00 € | 24 195,00 € | 19 643 € | 13 924,00 € | 9 154,00 € | 42 661 € | 63 816 € | 85 342.37 € | 92 000 € | 100 000 € |

La compétence de gestion d'aire d'accueil des gens du voyage est obligatoire depuis 2017, suite à la loi Notré. Une convention a été signée avec la Communauté de Communes des Portes de Romilly qui dispose d'une telle installation. La Communauté de Communes du Nogentais participe à hauteur de **50 % du coût global des frais de fonctionnement** (eau, électricité, personnel...).

En 2020 une baisse significative a été constatée et est expliquée par la fermeture du site suite aux dégradations en juin 2019. Cependant en 2021 les frais de fonctionnement ont été réglés à hauteur de 9 154 € malgré la fermeture du site. En effet un bureau d'études a été missionné pour les travaux de remise en état (6 470 €), du personnel a été affecté pour le suivi des dossiers (2 365 €) le reste étant l'abonnement électrique et eau (319 €).

En 2021, seuls 9 154 € n'ont été demandé, l'aire d'accueil n'a réouvert qu'en avril 2022 .

En 2022, réouverture du site en avril, les frais de nettoyage et de gardiennage ont été facturés. Reprise du coût normal au 3ème trimestre 2022.

En 2023: Paiement du 4ème trimestre 2022 et celui du 1er, 2ème et 3ème trimestre 2023.

En 2024: paiement du 3ème trimestre 2023 et les 3 premiers trimestre 2024 plus les 22 461.52 € de travaux d'aménagement annoncés en 2023.

En 2025: il est annoncé un 4ème trimestre 2024 à **31 141.36 €** dont **plus de 10 000 €** liés au remplacement de 2 pompes de relevage, vérification des canalisations complètes et curage du réseau général. Il serait prudent de prévoir des participations trimestrielles proches de 20 000 € au lieu des 15 000 € en 2023. soit environ 92 000 €. **2026 est projeté avec une participation trimestrielle de 25 000 €.**



ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE DES SERVICES / COMPETENCES

TOURISME

| TAXES DE SEJOUR | | | | |
|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| COMMUNES | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| BARBUISE | 26,50 € | 151,80 € | 35,00 € | 344.15 € |
| BOUY-SUR-ORVIN | 68,40 € | 296,30 € | 153,00 € | 11,60 € |
| COURCEROY | 26,40 € | 29,20 € | 30,00 € | 11,60 € |
| FERREUX-QUINCEY | 26,83 € | 28,80 € | 68,00 € | 63.99 € |
| FONTAINE-MACON | 269,76 € | 292,71 € | 358,00 € | 449.79 € |
| FONTENAY-DE-BOSSERY | 305,00 € | 94,50 € | 100,00 € | 295,50 € |
| GUMERY | 75,10 € | 171,00 € | 178,00 € | 255.78 € |
| LA LOUPTIERE-THENARD | 16,91 € | 61,66 € | 25,00 € | 331.72 € |
| LA MOTTE-TILLY | 41,60 € | 4,80 € | 60,00 € | 221.91 € |
| LA SAULSOTTE | 108,68 € | 146,18 € | 112,00 € | 353,16 € |
| LA VILLENEUVE AU CHATELOT | 47,40 € | 139,62 € | 86,00 € | 57,14 € |
| LE MERIOT | 51,32 € | 157,83 € | 79,00 € | 293.05 € |
| MARNAY-SUR-SEINE | 218,51 € | 295,13 € | 377,00 € | 1 193.02 € |
| MONTPOTHIER | 176,36 € | 314,98 € | 287,00 € | 490.37 € |
| NOGENT-SUR-SEINE | 8 743,31 € | 10 064,84 € | 9 920,00 € | 11 571.59 € |
| PERIGNY-LA-ROSE | 107,50 € | 58,50 € | 112,00 € | 71,20 € |
| PLESSIS-BARBUISE | 86,20 € | 80,20 € | 38,00 € | 92,44 € |
| PONT-SUR-SEINE | 283,59 € | 391,00 € | 403,00 € | 609.00 € |
| SAINT-NICOLAS-LA-CHAPELLE | 1 030,60 € | 1 217,60 € | 1 278,00 € | 1 273.74 € |
| SAINT-AUBIN | 21,20 € | 0.00 € | 1,00 € | 20,57 € |
| SOLIGNY-LES-ETANGS | 607,14 € | 0.00 € | 0,00 € | 116.31 € |
| TRAINEL | 183,89 € | 229,96 € | 40,00 € | 301.25 € |
| VILLENAUXE-LA-GRANDE | 1 102,83 € | 1 482,94 € | 977,00 € | 1 537.72 € |
| TOTAL | 13 625,03 € | 15 709,55 € | 14 717,00 € | 19 966.60 € |



On constate une baisse des recettes entre 2023 et 2022 qui peut s'expliquer par l'absence ou le retard des déclarations des taxes de séjour par les bénéficiaires. Mais les produits restent stables dans la moyenne depuis 2021.

Dépenses pour le Tourisme:

En 2024 : 100 734 € versés pour 17 026 € de cotisation (1 € /hab), 36 420 € pour la gestion de l'agence de Nogent-sur-Seine, 18 300 € pour l'agence de Villenauxe-la-Grande,

3 720 € de reversement de la subvention départementale et 25 268 € d'utilisation de la taxe de séjour.

En 2025: il faut tenir compte de l'augmentation de la cotisation (1.20 € au lieu de 1 €/habitant soit + 3 400 €) il faudrait donc envisager un peu plus de 104 500 € dont plus de 60 000 € sont destinés à la gestion des agences de Nogent-sur-Seine (2/3) et Villenauxe-la-Grande (1/3) Le reste sert à payer la cotisation (1.20 € /

ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE DES SERVICES / COMPETENCES

GE.M.A.P.I.

Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

| | RETROSPECTIVE | | | | | | PERSPECTIVE | |
|----------|---------------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|--------------|-----------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| DEPENSES | 38 793 € | 38 989 € | 46 082 € | 101 885 € | 110 618 € | 110 618 € | 148 842.53 € | 160 000 € |

La compétence **Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations** plus connue sous le nom de «GEMAPI» est une compétence nouvelle issue des lois de décentralisation, loi MAPTAM de 2014 et loi NOTRÉ de 2015. Ces deux lois, après transposition dans la Loi Grenelle II de 2010, précisent la gouvernance de l'eau au sein de deux missions essentielles :

- **La gestion des milieux aquatiques**
- **Et les obligations des collectivités en matière de prévention des inondations.**

En 2018, ce sont les EPCI à fiscalité propre, c'est dire les communautés de communes qui se sont vue confier cette compétence devenue obligatoire. En février 2018, le Conseil Communautaire a transféré la compétence GEMAPI au SDDEA pour l'ensemble de ses 23 communes. Plusieurs actions sont en cours ou ont été menées dans le cadre de cette compétence : entretien de la noue de Périgny la Rose, réhabilitation du « ru du Macon », restauration des sources du Resson à la Saulotte, programme d'entretien pluriannuel sur le cours de l'Orvin, diagnostics ponctuels sur des points précis, solutions de pérennisation de la digue au Port Saint Nicolas...

La loi permet aux Communautés de Communes d'instaurer une taxe spécifique dite « taxe Gémapi » additionnelle aux impôts locaux. **La Communauté de Communes du Nogentais a décidé de ne pas instaurer cette taxe et finance sa contribution sur ses fonds propres permettant ainsi aux contribuables d'économiser plus de 100 000 € en 2021 et près de 111 000 € en 2022 et 2023.**

2024: la cotisation GEMAPI fut de 98 317.31 € additionnée à EPAGE de 25 399.86 €. Un rattrapage de EPAGE 2023 pour 25 125.36 € a été payé sur l'exercice 2024. soit un total de **148 842.53 €**

2025: la cotisation GEMAPI à prévoir est aux alentours de **160 000 €**. Cette augmentation fait suite aux travaux prévus pour les aménagements sur les affluents et les noues, sur un ouvrage à Pont-sur-Seine et pour le diagnostic territorial des ouvrages en lit majeur.

ANALYSE RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE DES SERVICES / COMPETENCES

S.A.G.E.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux bassée-voulzie

| | RETROSPECTIVE | | | | | PERSPECTIVES | |
|----------|---------------|----------|----------|----------|----------|--------------|----------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| DEPENSES | 24 650 € | -7 696 € | 14 865 € | 34 936 € | 17 468 € | 17 500 € | 17 500 € |

La Communauté de Communes du Nogentais contribue à l'élaboration du projet SAGE mené par le SDDEA.

Le 6 octobre 2020 par délibération du Conseil Communautaire Madame Raphaële LANTHIEZ a été nommée représentante auprès de la Commission Locale de l'Eau (CLE). Cette commission a été créée pour élaborer, réviser et suivre l'application du SAGE.

Les contributions pour 2019 et 2020 ont été versées sur l'exercice 2020. En 2021 aucune participation n'a été demandée, un trop perçu (double versement) de 7 696 € a été remboursé. Le **retard d'appel des cotisations sur 2021** est justifié par l'absence d'un animateur pendant 6 mois et la crise sanitaire.

2022: rattrapage du reliquat 2020 et appel de la cotisation totale de 2021 soit un total de 14 865 €.

La cotisation 2022 a été appelée sur 2023 avec la cotisation 2023 pour compenser le retard. (soit 2 fois 17 468 €)

Il est envisagé un maintien des cotisations dès 2024 .

FISCALITE

Rappel des taux identiques depuis 2016

1.09 %

1.01 %

1.05 %

20.32 %

Taxes Foncières sur les Propriétés Bâties
Taxes Foncières sur les Propriétés Non Bâties
Cotisation Foncière des Entreprises
Cotisation Foncière des Entreprises de Zone

| | PRODUITS | | | |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Taxes Foncières Propriétés Bâties (1,09 %) | 362 408 € | 388 369 € | 404 627 € | 411 500 € |
| allocation compensatrice FB | 223 825 € | 240 750 € | 251 065 € | 255 000 € |
| sous-total Fonciers Bâties | 586 233 € | 629 119 € | 655 692 € | 666 500 € |
| Taxes Foncières Propriétés Non Bâties (1,01 %) | 18 487 € | 19 831 € | 20 623 € | 20 900 € |
| Taxe Habitation (Rés 2ndr pour 2021) | 37 140 € | 52 504 € | 46 514 € | 47 000 € |
| compensation TH par TVA | 331 869 € | 363 093 € | 362 986 € | 369 000 € |
| sous-total TH | 369 009 € | 435 428 € | 409 500 € | 416 000 € |
| Cotisation Foncière des Entreprises (taux: 1,05 %) | 298 109 € | 257 961 € | 331 044 € | 300 000 € |
| allocation compensatrice CFE | 0 € | 0 € | 0 € | |
| sous-total CFE | 298 109 € | 257 961 € | 331 044 € | 300 000 € |
| CFE de Zone (taux: 20,32 %) | 518 493 € | 598 147 € | 571 004 € | 550 000 € |
| allocation compensatrice CFE + CVAE | 743 623 € | 809 947 € | 838 423 € | 800 000 € |
| sous-total CFE zone | 1 262 116 € | 1 408 094 € | 1 409 427 € | 1 350 000 € |
| Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) | 287 476 € | 0 € | 0 € | |
| Compensation suppression CVAE (fraction de TVA) | | 284 871 € | 283 789 € | 280 000 € |
| IFER | 216 025 € | 225 420 € | 230 945 € | 220 000 € |
| Dotation compensation réforme taxe professionnelle | 17 119 € | 17 119 € | 15 145 € | 15 145 € |
| TASCOM | 17 063 € | 17 532 € | 18 943 € | 18 000 € |
| FNGIR | 40 130 € | 40 130 € | 40 130 € | 40 130 € |
| sous-total global | 3 111 767 € | 3 335 505 € | 3 415 238 € | 3 326 675 € |
| Rôles supplémentaires perçus | | | | |
| <i>Rôles supplémentaires perçus en 2022 et 2024</i> | 48 757 € | | 32 071 € | |
| TOTAL GENERAL | 3 160 524 € | | 3 447 309 € | |

En 2021 les bases des propriétés bâties et non bâties (hors locaux professionnels) ont été revalorisées de 0.2 %. En 2022 le coefficient de revalorisation de ces bases a été de 1.034 soit + 3.4 %. La loi de Finances 2023 prévoit une revalorisation des bases locatives en 2023 avec un taux proche de 7 %.

La CFE de zone a vu les bases des locaux industriels diminuées de moitié en 2021 et 2022 mais la compensation a été entière.

En 2023 les bases fiscales ont été revalorisées de 7.1 % et en 2024 de 3.9 %. Les bases des IFR ont été revalorisées de 2.5 %

Les produits 2025 ont été calculés à taux constants (taux identiques depuis 2016) en tenant compte de la revalorisation des bases des propriétés bâties et non-bâties (hors locaux professionnels) de 1.7 % et d'une stabilité de la fraction de TVA. **Face au contexte national incertain les prévisions de recettes ont été minimisées.**

LE FPIC FONDS DE PÉRÉQUATION INTERCOMMUNAL ET COMMUNAL

Montants par commune de la prise en charge par la CCN depuis 2016

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | CUMUL |
|--------------------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|
| BARBUISE | 5 474 € | 3 268 € | 6 442 € | 5 847 € | 17 569 € | 18 467 € | 18 575 € | 18 909 € | 18 493 € | 113 044 € |
| BOUY SUR ORVIN | 1 054 € | 475 € | 1 186 € | 1 117 € | 5 427 € | 6 221 € | 6 795 € | 6 411 € | 6 216 € | 34 902 € |
| COURCEROY | 3 654 € | 2 812 € | 4 035 € | 3 817 € | 8 266 € | 8 800 € | 8 534 € | 8 665 € | 8 637 € | 57 220 € |
| FERREUX QUINCEY | 4 295 € | 2 061 € | 5 579 € | 5 600 € | 15 501 € | 16 008 € | 15 938 € | 16 834 € | 17 290 € | 99 106 € |
| FONTAINE MACON | 9 426 € | 4 593 € | 15 210 € | 14 238 € | 35 193 € | 36 419 € | 36 597 € | 36 633 € | 36 129 € | 224 438 € |
| FONTENAY DE BOSSERY | 2 454 € | 1 011 € | 2 842 € | 2 144 € | 6 085 € | 6 203 € | 6 715 € | 7 459 € | 7 127 € | 42 040 € |
| GUMERY | 3 028 € | 1 750 € | 3 673 € | 3 391 € | 9 699 € | 10 238 € | 10 108 € | 10 426 € | 10 383 € | 62 696 € |
| LA LOUPTIERE THENARD | 4 002 € | 1 955 € | 4 630 € | 4 133 € | 12 517 € | 12 798 € | 13 132 € | 13 158 € | 13 218 € | 79 543 € |
| MARNAY SUR SEINE | 2 735 € | 1 176 € | 3 164 € | 3 066 € | 9 538 € | 10 171 € | 10 155 € | 10 583 € | 10 962 € | 61 550 € |
| LE MERIOT | 20 007 € | 10 815 € | 23 283 € | 22 397 € | 61 013 € | 62 871 € | 62 085 € | 60 175 € | 61 080 € | 383 726 € |
| MONTPOTHIER | 4 731 € | 2 650 € | 5 921 € | 8 015 € | 17 277 € | 17 282 € | 17 199 € | 17 570 € | 17 279 € | 107 924 € |
| LA MOTTE TILLY | 4 916 € | 2 789 € | 5 695 € | 5 301 € | 15 126 € | 15 414 € | 15 203 € | 15 335 € | 15 081 € | 94 860 € |
| PERIGNY LA ROSE | 3 166 € | 5 131 € | 8 887 € | 6 776 € | 12 214 € | 12 721 € | 12 551 € | 12 183 € | 11 990 € | 85 619 € |
| PLESSIS BARBUISE | 7 539 € | 13 603 € | 15 517 € | 14 698 € | 21 854 € | 22 659 € | 22 530 € | 22 531 € | 21 643 € | 162 574 € |
| PONT SUR SEINE | 17 035 € | 8 062 € | 19 327 € | 18 651 € | 52 949 € | 56 796 € | 53 985 € | 57 477 € | 53 625 € | 337 907 € |
| SAINT AUBIN | 10 769 € | 3 432 € | 10 445 € | 9 302 € | 30 290 € | 31 507 € | 30 144 € | 31 512 € | 30 617 € | 188 018 € |
| SAINT NICOLAS LA CHAPELLE | 1 405 € | 610 € | 1 584 € | 1 516 € | 4 414 € | 4 743 € | 4 758 € | 5 187 € | 5 642 € | 29 859 € |
| LA SAULSOTTE | 6 919 € | 3 386 € | 8 156 € | 0 € | 0 € | 24 538 € | 24 517 € | 24 740 € | 24 871 € | 117 127 € |
| SOLIGNY LES ETANGS | 3 255 € | 1 776 € | 3 866 € | 3 719 € | 10 510 € | 11 098 € | 11 185 € | 11 333 € | 11 263 € | 68 005 € |
| TRAINEL | 14 633 € | 6 471 € | 16 584 € | 15 190 € | 48 737 € | 51 091 € | 50 957 € | 50 162 € | 49 258 € | 303 083 € |
| VILLENAUXE LA GRANDE | 35 393 € | 17 841 € | 40 043 € | 41 980 € | 118 009 € | 120 261 € | 121 012 € | 120 503 € | 116 685 € | 731 727 € |
| LA VILLENEUVE AU CHATELOT | 2 946 € | 1 256 € | 3 198 € | 2 933 € | 9 225 € | 9 428 € | 9 471 € | 9 205 € | 9 066 € | 56 728 € |
| <i>total part des communes</i> | 168 836 € | 96 923 € | 209 267 € | 193 831 € | 521 413 € | 565 734 € | 562 146 € | 566 991 € | 556 555 € | 3 441 696 € |
| part de la CC seule | 298 312 € | 411 077 € | 402 417 € | 426 068 € | 455 113 € | 446 698 € | 446 931 € | 450 186 € | 419 905 € | 3 756 707 € |
| total part CC+ communes | 467 148 € | 508 000 € | 611 684 € | 619 899 € | 976 526 € | 1 012 432 € | 1 009 077 € | 1 017 177 € | 976 460 € | 7 198 403 € |
| NOGENT SUR SEINE | 949 365 € | 1 663 237 € | 1 565 662 € | 1 511 432 € | 1 469 952 € | 1 596 275 € | 1 569 096 € | 1 610 067 € | 1 547 131 € | 13 482 217 € |

LE FPIC

SUITE

Le FPIC a été mis en place par la loi de finances du 29 décembre 2011 pour **2012**. Il a vocation à devenir le principal mécanisme de péréquation horizontale pour le bloc communal. La spécificité de ce fonds est qu'il considère les intercommunalités comme échelon de référence.

L'ensemble intercommunal du Nogentais représente depuis 2012 un potentiel financier agrégé par habitant nettement supérieur à 90 % de la moyenne nationale.

De 2012 à 2015, les communes membres de la Communauté de Communes ont été prélevées sur la base du **régime de droit commun**.

En **juillet 2016**, les élus communautaires ont opté pour une **répartition dérogatoire libre** de ce fond entre l'EPCI et ses communes membres avec une prise en charge de d'une partie de la part des communes hors

En août 2020 la Présidente a proposé que la Communauté de Communes du Nogentais prenne en charge **la totalité** de la part des communes **hormis celle de Nogent** tant que la situation financière de l'EPCI peut le supporter.

La Communauté de Communes du Nogentais a versé depuis 2020 au titre du FPIC **près de 5 millions d'euros (4 991 672 €)**.

2024 fut exceptionnelle avec une baisse des participations.

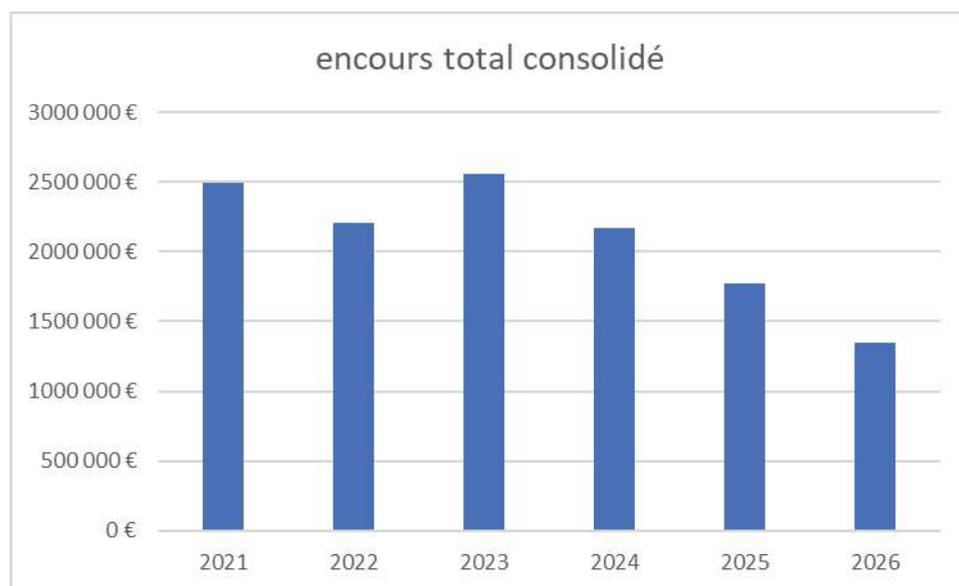
La tendance pour **2025** sera sans doute un prélèvement à la hausse, il est envisagé une part de la contribution aux alentours de **1 200 000 €**. (part de la CC + part des communes hormis Nogent).

| | MONTANTS VERSES DEPUIS 2012 | | |
|--------------|-----------------------------|-------------------|---------------------|
| | TOTAL | PART CC | PART COMMUNES |
| 2012 | 243 130 € | 97 277 € | 145 853 € |
| 2013 | 618 672 € | 82 454 € | 563 218 € |
| 2014 | 994 375 € | 127 908 € | 866 467 € |
| 2015 | 1 474 057 € | 189 177 € | 1 284 880 € |
| 2016 | 2 247 046 € | 467 148 € | 1 779 898 € |
| 2017 | 2 648 349 € | 508 000 € | 2 140 349 € |
| 2018 | 2 512 861 € | 611 684 € | 1 901 177 € |
| 2019 | 2 452 048 € | 619 839 € | 1 832 209 € |
| 2020 | 2 446 478 € | 976 526 € | 1 469 952 € |
| 2021 | 2 608 707 € | 1 012 432 € | 1 596 275 € |
| 2022 | 2 578 173 € | 1 009 077 € | 1 569 096 € |
| 2023 | 2 627 244 € | 1 017 177 € | 1 610 067 € |
| 2024 | 2 523 591 € | 976 460 € | 1 547 131 € |
| TOTAL | 25 974 731 € | 7695 159 € | 18 306 572 € |
| 2025 | ? | 1 200 000 € | ? |

Depuis son instauration en 2012, près de **26 millions d'euros** ont été versés au FPIC par les communes nogentaises et la Communauté de Communes du Nogentais

LA DETTE CONSOLIDEE

| | montant initial | taux | début | fin | durée | encours de la dette au 31/12 de chaque année | | | | | |
|-----------------------------------|-----------------|--------|-------|------|--------|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | | | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Budget général | | | | | | | | | | | |
| Plateforme SAIPOL | 4 000 000 € | 4,86 % | 2009 | 2029 | 20 ans | 1 907 955 € | 1 682 794 € | 1 446 489 € | 1 198 488 € | 938 213 € | 665 056 € |
| Extension PMA | 71 000 € | 2,55 % | 2011 | 2026 | 15 ans | 25 461 € | 20 352 € | 15 112 € | 9 738 € | 4 236 € | 0 € |
| Travaux aménagement PMA | 910 000 € | 3,19 % | 2011 | 2031 | 20 ans | 481 221 € | 434 292 € | 385 847 € | 335 839 € | 284 216 € | 230 926 € |
| Siège social | 800 000 € | 0,39 % | 2021 | 2031 | 10 ans | 80 000 € | 72 139 € | 723 492 € | 634 284 € | 544 729 € | 454 823 € |
| <i>sous total budget général</i> | | | | | | 2 494 637 € | 2 209 577 € | 2 559 939 € | 2 168 705 € | 1 771 394 € | 1 350 805 € |
| Budget annexe | | | | | | | | | | | |
| Aménagement bâtiments gratte grue | 3 650 000 € | 3,70 % | 2011 | 2036 | 25 ans | 2 443 542 € | 2 307 664 € | 2 166 689 € | 2 020 424 € | 1 868 673 € | 1 711 228 € |
| TOTAL | | | | | | 4 938 179 € | 4 517 241 € | 4 726 628 € | 4 189 129 € | 3 640 067 € | 3 062 033 € |



L'emprunt « extension PMA » prend fin le 01 septembre 2026

LES INVESTISSEMENTS

LES FONDS DE CONCOURS

phase 1: 2023-2026

| COMMUNES | FONDS CONCOURS TOTAL | attribués en 2023 | attribués en 2024 | reste phase 1 2024-2026 |
|----------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| BARBUISE | 50 260,00 € | 50 260,00 € | / | / |
| BOUY SUR ORVIN | 10 000,00 € | / | 5 000.00 € | 5 000.00 € |
| COURCEROY | 10 000,00 € | / | / | 10 000.00 € |
| FERREUX QUINCEY | 19 935,00 € | / | 12 664.20 € | 7 270.80 € |
| FONTAINE MACON | 29 475,00 € | 14 507,00 € | 14 968.00 € | / |
| FONTENAY DE BOSSERY | 10 000,00 € | / | / | 10 000.00 € |
| GUMERY | 10 620,00 € | 10 620,00 € | / | / |
| LA LOUPTIERE THENARD | 34 560,00 € | 11 357,28 € | 3 000.00 € | 20 202.72 € |
| LA MOTTE TILLY | 39 861,00 € | 22 583,35 € | / | 17 277.65 € |
| LA SAULSOTTE | 75 135,00 € | 40 000,00 € | 33 397.72 € | 1 737.28 € |
| LA VILLENEUVE AU CHATELOT | 10 000,00 € | 4 965,00 € | 4 648.00 € | 387.00 € |
| LE MERIOT | 26 160,00 € | / | 13 080.00 € | 13 080.00 € |
| MARNAY SUR SEINE | 27 424,00 € | / | 13 873.50 € | 13 550.50 € |
| MONTPOTHIER | 37 211,00 € | / | / | 37 211.00 € |
| PERIGNY LA ROSE | 10 000,00 € | / | 10 000.00 € | / |
| PLESSIS BARBUISE | 10 000,00 € | / | 1 212.50 € | 8 787.50 € |
| PONT SUR SEINE | 124 478,00 € | 40 078,29 € | 25 736.90 € | 58 662.81 € |
| SAINTE AUBIN | 27 315,00 € | / | 18 486.69 € | 8 828.31 € |
| SAINTE NICOLAS LA CHAPELLE | 10 000,00 € | 5 000,00 € | / | 5 000.00 € |
| SOLIGNY LES ETANGS | 30 074,00 € | 20 175,00 € | / | 9 899.00 € |
| TRAINEL | 110 715,00 € | 29 235,89 € | 52 289.67 € | 29 189.44 € |
| VILLENAUXE LA GRANDE | 286 777,00 € | 48 719,97 € | 93 911.87 € | 144 145.16 € |
| TOTAL | 1 000 000,00 € | 297 501,78 € | 302 269.05 € | 400 229.17 € |

Par délibération n° 2023-05, du 21 février 2023, le conseil communautaire a défini les modalités d'attribution des fonds de concours aux communes membres pour la phase 1 (2023-2026).

1 million d'euros seront donc redistribués aux communes selon certains critères d'ici 2026. Quant à la ville de Nogent il a été convenu de l'accompagner financièrement dans le cadre d'un projet structurant. (projet restant à définir).

Un fonds de concours spécial « travaux sur Eglise et chapelles» sera proposé au Conseil Communautaire au bénéfice de 21 communes à hauteur de 10 000 € chacune. La somme de 210 000 € sera prévue au budget primitif 2025.

LES INVESTISSEMENTS

Réalisés en 2024 : plus de 921 800 €

Travaux du siège social, équipement pour les déchèteries, conteneurs, transformateur pièce de l'Orme, participation ligne SNCF, accompagnement transformation digitale des entreprises avec la CCI, logiciels, équipements pour le service petite enfance, OPAH (versements aux particuliers et à l'opérateur) et les fonds de concours pour les communes.

*Tous ces investissements sont envisagés **sans augmentation de la fiscalité.** Ces financements seront optimisés par l'obtention de subventions diverses sollicitées.*

Projets 2025 avec reports de 2024: près de 3 millions d'euros

Poursuite du financement des travaux du siège et équipement des locaux, poursuite de l'OPAH, des fonds de concours, du financement de l'électrification de la ligne 4 SNCF...

Agencement de la déchèterie de Nogent sur Seine, acquisition de broyeurs et composteurs

Fonds de concours « Eglise et Chapelles» pour 21 communes.

Entretien des ZAE

LE PERSONNEL

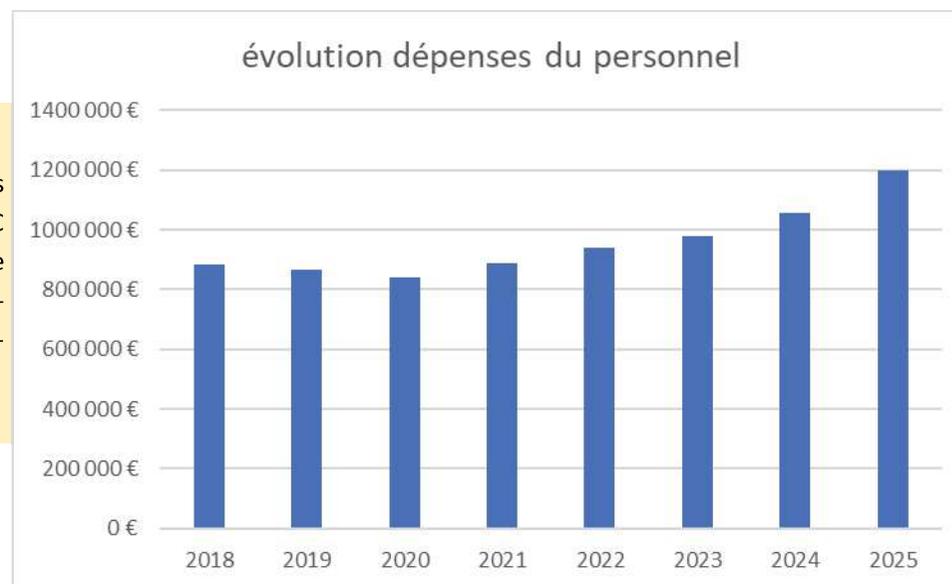
EVOLUTION DEPENSES ET RECETTES DU PERSONNEL

DEPENSES

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|-------------|-------------|
| 885 392 € | 867 583 € | 839 422 € | 886 297 € | 941 408 € | 978 688€ | 1 054 657 € | 1 200 000 € |

Les prévisions 2025 prennent en compte les éléments suivants :

Avancement de carrières (échelon/grade), éventuelles augmentations / primes (RIFSEEP), revalorisations des salaires de base, et revalorisation des salaires de 100 € net mensuel pour chaque agent de la crèche, recrutement pour pallier aux fins de contrats/maladie, un agent supplémentaire à mi-temps partagé avec une autre intercommunalité (conseiller numérique), passage d'un mi-temps d'un agent en administratif depuis août 2024 et son remplacement .



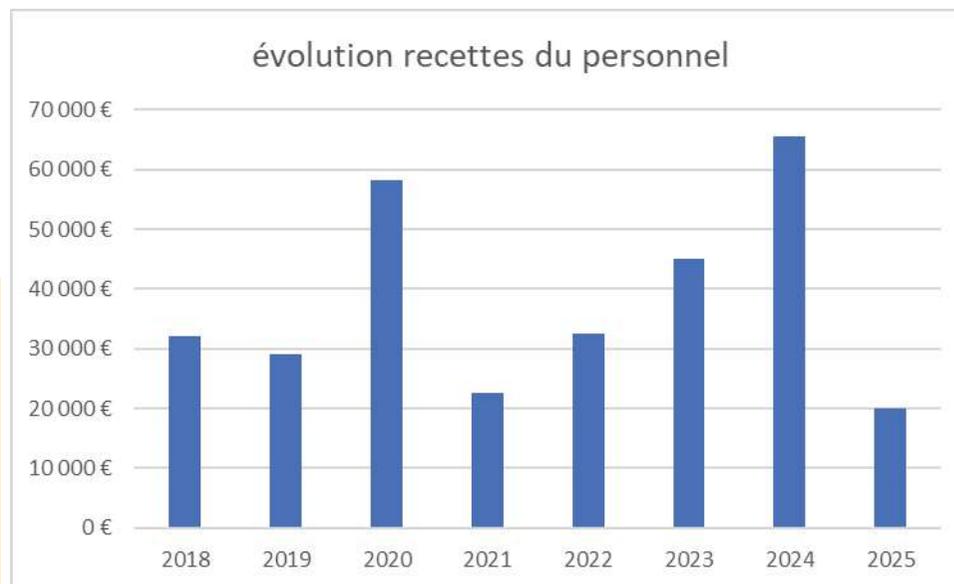
LE PERSONNEL

RECETTES

Les recettes comprennent:

Remboursement des indemnités journalières , congés maternité , trop versé fonds national compensation supplément familial, contrats aidés.

À noter en 2024: remboursement congés maternité et d'un agent placé en longue maladie rétroactivement depuis juin 2023. Participation de l'état pour des emplois aidés.



| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 32 086 € | 29 017 € | 58 130 € | 22 587 € | 32 465 € | 44 945 € | 65 442 € | 20 000 € |

LE RÉGIME INDEMNITAIRE: RIFSEEP

Le **Régime Indemnitare** tenant en compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (**RIFSEEP**) a été instauré par délibération du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2019 pour une application au 1^{er} janvier 2020.

Lors du Conseil Communautaire du 14 décembre 2021, il a été décidé d'intégrer la filière médico-sociale ainsi que l'animation au dispositif.

Le RIFSEEP comprend 2 types de primes :

* **L'IFSE** : Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise- elle est versée mensuellement, elle tend à valoriser l'exercice des fonctions.

* **Le CIA** : Complément Indemnitare Annuel : il est facultatif et permet de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et la manière de servir des agents.

En raison de la crise sanitaire, le CIA n'a été versé aux agents qu'à partir de décembre 2021.

LE PERSONNEL

ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévisions 2025 (+5%) |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------------|
| Traitements et charges salariales (comptes 6217, 64111, 64131, 64168) | 597 660 € | 581 377 € | 539 172 € | 548 232 € | 568 621 € | 598 221 € | 641 116 € | 680 000 € |
| NBI et SFT (comptes 64112) | 12 808 € | 11 778 € | 12 834 € | 14 801 € | 16 657 € | 20 862 € | 11 698 € | 12 300 € |
| PRIMES ET HEURES SUPP (compte 64118 et 64138) | 81 170 € | 39 295 € | 37 726 € | 49 925 € | 62 463 € | 55 534 € | 65 796 € | 69 100 € |

AVANTAGES:

Avantages en nature : néant

Avantages sociaux :

- * **MNT Prévoyance** 15 € pour les agents de catégorie C, 16.5 € pour la catégorie B et 18 € pour la catégorie A. Adhésion volontaire des agents– 5 agents bénéficient de cette garantie (3 cat B et 2 en cat C)
- * **Frais de remboursement kilométriques** pour les agents qui partent en formation (au-delà de la participation prise en charge par CNFPT) et pour les 3 gardiens de déchèteries, frais remboursés à partir du siège aux déchèteries de Pont-sur-Seine et Traînel.
- * Accès au **CNAS** pour tous les agents titulaires, stagiaires et les contrats de plus de 6 mois. Coût à la charge de la CCN : 217 €/agent soit en 2024 pour 25 agents la somme de 5 425 €. 5 590 € ont été versés aux agents par le CNAS en prestation sous forme d'aides sur des séjours, billetterie, CESU, chèques culture, rentrée scolaire, plan épargne vacances ...

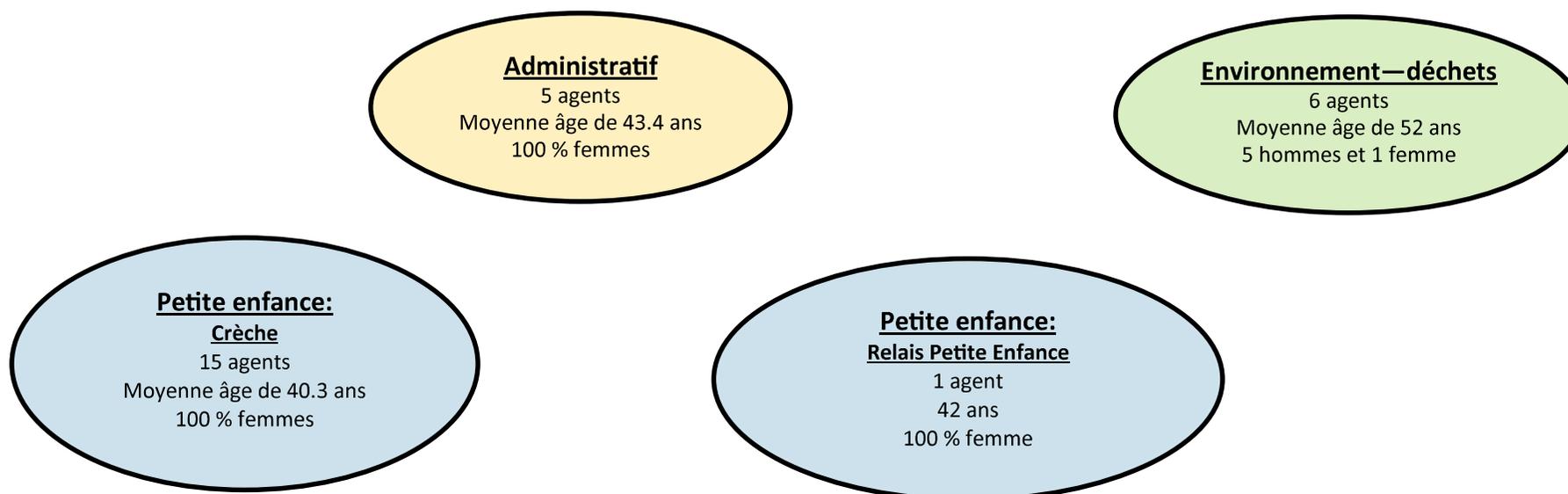
Depuis fin 2022 trois véhicules de services sont à la disposition des agents (1 véhicule publicitaire, 1 Partner + 1 véhicule de type utilitaire)

LE PERSONNEL

STRUCTURE PAR SERVICE (AU 31/12/2024)

| SERVICE | EFFECTIF | COUT NET chargé | | | | |
|------------------------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| SERVICE ADMINISTRATIF | 4 agents titulaires (2 cat B et 2 cat C) + 1 agent CUI cat C | 170 439 € | 193 119 € | 195 442 € | 201 779 € | 212 000 € |
| SERVICE ENVIRONNEMENT | 6 agents techniques cat C (4 titulaires, 1 contractuel) + 1 CUI | 142 770 € | 151 764 € | 175 451€ | 168 686 € | 177 500 € |
| SERVICE PETITE ENFANCE | 15 agents dont 2 en cat A, 4 en cat B ,9 en cat C | 552 319 € | 530 737 € | 565 174 € | 569 842 € | 599 000 € |
| | (11 titulaires et 3 contractuelles) + 1 CUI | | | | | |
| TOTAL | | 865 528 € | 875 620 € | 936 067 € | 940 307 € | 988 500 € |

AGE ET RÉPARTITION DES AGENTS PAR SERVICE



LE PERSONNEL

EVOLUTION DES EMPLOIS ET RÉMUNÉRATIONS EN 2024

janvier :

- ⇒ Revalorisation indiciaire de 5 points pour tous les agents.
- ⇒ Stagiairisation d'un agent à la crèche en tant qu'adjoint d'animation.

février :

- ⇒ Mise en place de PEPA (Prime Exceptionnelle au Pouvoir d'Achat)

août :

- ⇒ Passage d'un agent administratif à mi-temps (50 %), recrutement d'un contrat aidé en administratif pour combler le mi-temps.
- ⇒ Congé maternité d'un agent à la crèche.

septembre :

- ⇒ Titularisation d'un agent à la crèche en catégorie B suite à concours.

octobre :

- ⇒ Déclaration d'un congé longue maladie avec effet rétroactif au 2 juin 2023 pour 1 agent environnement .

novembre :

- ⇒ Congé maternité d'un agent à la crèche

ORIENTATIONS 2025

- ⇒ Revalorisations de 100 € net / agent / mois uniquement pour les agents de la crèche dès le 1er janvier 2025 dans le cadre du bonus attractivité versé par la CAF. (décision du Conseil Communautaire en date du 03 décembre 2024).
- ⇒ Augmentation des cotisations patronales CNARCL en prévision dans le projet de loi de finances 2025.